Décision n° 2014-1385
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 18 novembre 2014
modifiant la décision n° 2011-0332 en date du 29 mars 2011
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la société autoroutes du sud de la France (ASF)
pour un réseau indépendant du service fixe
dans les départements des Ardennes (08), de l'Aude (11), des Bouches-du-Rhône (13), de la Corrèze (19), de la Dordogne (24), de la Drôme (26), de la Haute-Garonne (31), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot (46), du Lot-et-Garonne (47), du Maine-et-Loire (49), du Puy-de-Dôme (63), des Pyrénées-Atlantiques (64), des Hautes-Pyrénées (65), de la Sarthe (72), des Deux-Sèvres (79), de la Vendée (85) et de la Vienne (86)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L.36-7 (6°), L.42-1 et R.20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 2014 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2013-0521 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande 1,4 GHz (1 375-1 400 MHz et 1 427-1 452 MHz) ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu la décision n° 2011-0332 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 29 mars 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société autoroutes du sud de la France (ASF) pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements des Ardennes (08), de l'Aude (11), des Bouches-du-Rhône (13), de la Corrèze (19), de la Dordogne (24), de la Drôme (26), de la Haute-Garonne (31), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot (46), du Lot-et-Garonne (47), du Maine-et-Loire (49), du Puy-de-Dôme (63), des Pyrénées-Atlantiques (64), des Hautes-Pyrénées (65), de la Sarthe (72), des Deux-Sèvres (79), de la Vendée (85) et de la Vienne (86) ;

Vu la demande en date du 16 septembre 2014 de la société autoroutes du sud de la France (ASF), reçue le 22 septembre 2014 ;

Après en avoir délibéré le 18 novembre 2014 ;

Décide :

Article 1 – Les annexes 20, 28, 29, 30, 38, 40 et 41 à la décision n° 2011-0332 en date du 29 mars 2011 susvisée sont annulées et remplacées par les annexes 1 à 7 à la présente décision.

Article 2 – La présente décision ne modifie pas la durée initiale d'autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques précisée dans la décision n° 2011-0332 en date du 29 mars 2011 susvisée.

Article 3 – Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 4 – La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R.20-44-11 (5°) du CPCE ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R.20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société autoroutes du sud de la France (ASF).

Fait à Paris, le 18 novembre 2014 Le Président

Jean-Ludovic SILICANI